



**ÉLECTIONS** 20**23** **QUEL AVENIR**  
**POUR LES ENTREPRISES ?**



TIRER LES **LEÇONS**  
DES **ÉPREUVES** SUCCESSIVES  
ET SE PROJETER VERS **L'AVENIR**

Introduction à la contribution de la Chambre de Commerce  
au débat électoral 2023



# PRÉFACE

## 30 SOLUTIONS POUR UNE POLITIQUE PROPICE AUX ENTREPRISES

Croissance, prospérité, durabilité. Lorsque les citoyens seront appelés aux urnes pour les élections législatives en octobre, ils désigneront les dirigeants qui devront mettre en œuvre les priorités essentielles pour l'avenir du pays. Le bien-être collectif visé est étroitement lié aux entités créatrices de valeur que sont les entreprises. C'est au sein des entreprises que se vivent et se développent les solutions pour assurer l'attractivité et la réussite du Luxembourg.

En tant que facilitatrice des activités économiques et fédératrice de 90.000 entreprises ressortissantes, la Chambre de Commerce se veut être force de proposition pour l'année électorale. Elle initie ainsi une campagne avec des analyses et plaidoyers autour de six grands domaines thématiques.

Le marché de l'emploi et ses talents, les transitions environnementale et énergétique, la soutenabilité des finances publiques, la transformation numérique, la compétitivité du modèle économique ainsi que des politiques efficaces d'aménagement du territoire, de logement et de mobilité sont au cœur de publications qui reflètent les axes prioritaires pour assurer la croissance.

A travers 30 solutions concrètes, ces documents de référence expriment les besoins des entreprises. De la résilience en temps de crise à la relance de l'économie, il s'agit de tirer les leçons des épreuves successives de ces dernières années. Les entreprises ont fait face à de nombreux chocs, entre confinements, inflation élevée, pénurie des matériaux et manque de main-d'œuvre. Dans un environnement encore fluctuant, seul un cadre politique propice et pro-business pourra soutenir la croissance économique.

Résolument tournée vers l'action, la contribution de la Chambre de Commerce vient stimuler le débat avec les acteurs politiques et apporte un précieux éclairage sur les enjeux socio-économiques à l'adresse du grand public. La pérennité des activités économiques et la prospérité de la société sont indissociables et se créent ensemble pour le bien des générations actuelles et futures.

**Carlo Thelen**, *Directeur Général de la Chambre de Commerce*



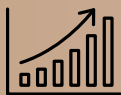
# CHIFFRES CLÉS

La **croissance annuelle moyenne de l'économie** est estimée à

**2,0%**

sur la période **2018-2023** contre

**2,6%**



les **5 années précédentes**.

Ce différentiel est la **conséquence des crises qui se succèdent**.

La **population** est passée de

**602.000** habitants

au **1<sup>er</sup> janvier 2018** à

**645.000**

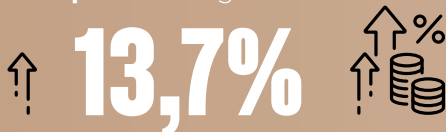
au **1<sup>er</sup> janvier 2022**.



Sur ces **4 années**, près de **100.000** personnes sont **arrivées au Luxembourg** et **60.000** ont **quitté le pays**

**L'inflation signe son grand retour !**

Les **prix** ont augmenté de



**13,7%**

entre fin **2018** et fin **2022** contre

**4,7%**

durant l'ensemble de la **mandature** précédente

Le pourcentage de **chefs d'entreprises confiants ou très confiants dans l'avenir de l'économie luxembourgeoise** est passé de

**88%**

en **juin 2019**

à

**70%**

en **septembre 2022**



Pour plus de la moitié des entreprises, le **manque de main-d'œuvre qualifiée**, le **coût du travail** et **l'accès abordable à l'énergie et aux matières premières** seront les **grands défis de leur développement économique** en **2023**, selon la dernière édition du Baromètre de l'Économie.

Sur les **12 derniers mois**, les **émissions de gaz à effet de serre** ont atteint



par habitant au Luxembourg.

**C'est mieux que sur l'année 2018**

(16,8t/hab).

mais toujours bien **au-dessus**  
**de la moyenne dans l'Union européenne**

(8,5t/hab)

Le **Luxembourg** était le

**13ème** pays

**le plus compétitif au monde** en **2022**

selon  
l'institut **IMD**.

Il était

**11ème**

de ce même **classement**  
**de compétitivité** en **2018**



**Les dépenses intérieures brutes**  
**de Recherche & Développement**  
ne représentent que

**1,01%** du PIB,

soit une **baisse** de

**0,16** point

par rapport à **2018** et un **pourcentage**  
**plus de deux fois inférieur** à celui  
**de la Zone euro**



Les **dépenses de pension** devraient  
atteindre

**6,1** milliards d'euros

en **2023**,  
contre

**4,3** milliards d'euros  
en **2018**





# SOUS L'EFFET DES CHOCS ET POLYCRISES



La crise sanitaire, la reprise économique marquée par les pénuries de matériaux et des matières premières, les ruptures des chaînes d'approvisionnement, l'envolée des prix et le manque de main-d'œuvre, la guerre en Ukraine, la complexité à mettre en œuvre la transition écologique ambitieuse décidée au niveau européen... sont autant **de chocs et de crises qui ont bouleversé le quotidien des entreprises et des citoyens au cours de la dernière législature**. L'inflation soutenue, qui a atteint 6,2% l'an passé, s'accompagne depuis le 2<sup>ème</sup> semestre 2022 d'une hausse des taux d'intérêt aux conséquences importantes sur les prêts des ménages et des entreprises, dans un contexte de **fortes incertitudes quant aux perspectives géopolitiques et macro-économiques**.

Pour **la population**, cette succession de crises est autant un motif de **lassitude** que d'**inquiétude**. La hausse des prix, sans gains de productivité concomitants, engendre une perte nette du pouvoir d'achat qui pénalise d'autant plus les ménages modestes. Ceci limite la capacité de la population à se projeter vers l'avenir. C'est notamment pour une jeunesse fortement affectée par ces polycrises au moment d'entrer dans l'âge adulte qu'il faut surmonter rapidement ces difficultés afin que cette génération puisse construire son propre futur.

Pour **les entreprises**, la conjoncture est difficile, avec une **réduction de l'activité prévue en 2023** et des anticipations macro-économiques qui ne font que se dégrader. Le taux de croissance du PIB de la Zone euro pour 2023 était estimé à 2,5% en début d'année 2022. Les dernières prévisions font état d'un taux de 0,5% empli d'incertitudes. Depuis deux ans, le quotidien des entreprises est affecté par la gestion de la flambée des coûts, de l'énergie, de leurs matières premières, du travail via l'indexation automatique et les différentes hausses du salaire social minimum... Il en résulte une perte de rentabilité, avec des anticipations fortement dégradées sur ce point selon le dernier Baromètre de l'Economie, et un moral en berne. La confiance des dirigeants d'entreprises dans l'avenir est plus faible à l'heure actuelle qu'au pire de la crise sanitaire. **L'impact important des polycrises sur la trésorerie** des entreprises **affecte** durablement leur **capacité à financer les investissements** nécessaires à la double transition environnementale et digitale.

La conjoncture actuelle ne sera donc pas sans conséquences. A court terme, **l'Europe**, plus fortement affectée par les crises du fait du conflit Ukrainien sur son sol et en raison de sa forte dépendance énergétique, **subira une perte de compétitivité et de pouvoir d'achat**. Il s'agit donc de trouver, avant la prochaine mandature, les solutions d'urgence pour le maintien de l'activité économique tout en préparant l'avenir.

Les perspectives à moyen terme dépendront de la **capacité à réussir la transition énergétique**. Le Luxembourg s'y attelle comme l'illustre les projets sur son territoire, mais aussi avec des partenaires européens tel le Danemark. L'Union européenne et le Luxembourg sont à un croisement, impulsé par la feuille de route «*Fit for 55*», qui est une promesse d'avenir pour une économie respectueuse de l'environnement, et une période périlleuse pour la compétitivité de nos entreprises. La Chambre de Commerce se veut force de proposition pour construire lors de la prochaine législature **le modèle économique post-crise qui réunira durabilité, résilience et compétitivité**. Les 5 années à venir seront cruciales pour définir le Luxembourg de demain, entre problématiques déjà présentes avant la crise (logement, infrastructures, talents...) et défis du monde post-crise et de la double transition. **La compétitivité et la prospérité luxembourgeoises ne sont pas définitivement acquises**. Ce sont des priorités obtenues par la mise en œuvre des politiques économiques adéquates, entre réalisme et audace.

# LE PROJET DES ENTREPRISES

La contribution de la Chambre de Commerce au débat électoral 2023 appartient à ses 90.000 entreprises ressortissantes et plus largement à l'ensemble des acteurs économiques luxembourgeois. Le projet «Élections 2023 - Quel avenir pour les entreprises?» est porté par les membres élus de l'Assemblée plénière représentant les différents secteurs d'activité de l'économie luxembourgeoise.

Ce projet repose sur une large consultation. 611 entreprises de 6 salariés et plus ont participé à la 8<sup>ème</sup> édition du Baromètre de l'Économie consacrée aux grands enjeux socio-économiques pour la période 2023-2028. En outre, tous les ressortissants se sont vu offrir la possibilité d'émettre leurs propositions en vue du débat législatif via la Plateforme «Donnez votre avis» sur le site cc.lu. La contribution de la Chambre de Commerce s'est nourrie des rencontres de terrain et d'échanges avec ses membres élus ainsi que des chefs d'entreprise émanant de tous les secteurs de l'économie.



## TIRER LES LEÇONS DES ÉPREUVES SUCCESSIVES



Les crises répétées ont mis en exergue les **atouts et faiblesses de la gouvernance publique pour gérer de telles situations exceptionnelles**. Il est utile de féliciter une gestion de la crise sanitaire qui a pu, en partie, limiter le dramatique bilan humain de la Covid-19 au Luxembourg. Elles ont rappelé la nécessité fondamentale de mener une action publique efficace pour affronter les difficultés d'envergure, tant du point de vue mondial que national. Une telle gouvernance doit avoir la capacité d'anticiper les menaces et les disruptions, d'innover, de s'adapter ou encore d'**améliorer l'agilité stratégique des pouvoirs publics**, pour renforcer la résilience.

Les épreuves successives ont révélé que la réactivité est le maître-mot face à la crise, et que les promptes réactions publiques doivent reposer sur la **consultation des acteurs de terrain**, premiers concernés par les difficultés rencontrées. S'il est impossible de prédire les cygnes noirs, nous pouvons nous en prémunir et en amortir les conséquences. Pour la Chambre de Commerce, le Luxembourg doit mettre en œuvre trois impératifs pour tempérer en amont l'effet des prochaines crises. Ces **trois impératifs** devront constituer le fil conducteur de la politique économique pour les 5 prochaines années :

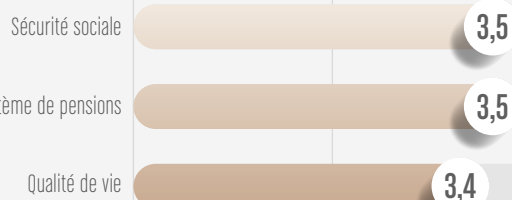
- **Disposer de finances publiques solides** (conservation de la notation AAA) et de réserves permettant de mener des politiques contracycliques en cas de crise: le fameux « quoi qu'il en coûte ». Selon la Banque Centrale du Luxembourg, les dépenses publiques ont augmenté de 5,2 points de PIB en 2020 du fait de la crise sanitaire.
- **Diversifier davantage l'économie** alors que la prospérité du Luxembourg dépend encore en grande majorité de la place financière qui doit rester compétitive.
- Continuer à innover et **faire évoluer le modèle économique luxembourgeois** par la prospective et l'intelligence économique.

# LES PRIORITÉS ET IDÉES DES ENTREPRISES POUR LE GOUVERNEMENT 2023-2028

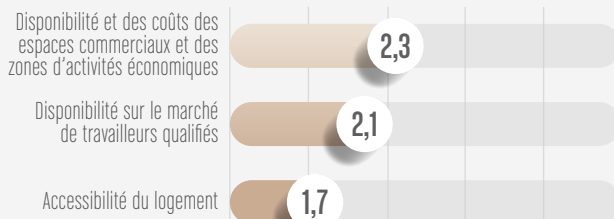
Points saillants du Baromètre de l'Économie spécial Élections

## Atouts et faiblesses compétitifs du Luxembourg (moyenne sur 5)

### Top 3



### Bottom 3



Les **4 enjeux stratégiques** des entreprises pour les 5 années à venir...



1. La rentabilité



3. Le coût de l'énergie



2. Les compétences



4. L'indexation automatique des salaires

## ... et 6 mesures proposées par les dirigeants pour y répondre

Instaurer des primes défiscalisées permettant aux travailleurs d'avoir un pouvoir d'achat et une productivité accrue

Fixer des limites au recrutement par l'Etat de la main-d'œuvre du secteur privé et créer des dispositifs incitatifs pour que les talents restent dans les entreprises où ils ont été formés

Alléger la fiscalité des petites entreprises pour diminuer leurs charges tout en réformant le système d'indexation, d'intéressement et d'investissement

Indexer les salaires d'un montant fixe basé sur le salaire médian et non tous les salaires de 2,5%

Faciliter l'accès au travail pour l'ensemble de la main-d'œuvre, permettre les formations nécessaires et revaloriser l'emploi technique et manuel

Maîtriser les coûts énergétiques pour les entreprises permettant de maintenir leur compétitivité tout en prenant en compte la transition écologique. Envisager une harmonisation européenne?

## L'opinion des entreprises sur la prochaine mandature

Il faut tendre vers l'indépendance  
en ressources au niveau européen (3,7/5)

Il faut diversifier l'économie luxembourgeoise (3,4/5)

Il faut préparer le Luxembourg  
au développement démographique (3,4/5)

Il faut favoriser l'accès des entreprises  
aux nouvelles technologies, via des aides (3,3/5)

Il faut axer la prochaine législature  
sur la transition écologique (3,2/5)

Les **5 priorités** que les entreprises  
espèrent de la part du prochain  
gouvernement



Maîtriser les coûts de l'énergie -  
citée par **59%** des entreprises  
interrogées



Faciliter, simplifier et accélérer  
les procédures administratives - **44%**



Accroître la flexibilité sur le marché  
du travail (temps de travail,  
télétravail...) - **38%**



Renforcer l'attractivité  
du Luxembourg vis-à-vis  
d'une main-d'œuvre qualifiée  
étrangère (EU et non-EU) - **33%**



Améliorer l'orientation  
des jeunes - **28%**

## 5 mesures imaginées par les dirigeants d'entreprises pour rendre le Luxembourg plus compétitif

Déployer un meilleur accompagnement,  
y compris financier, des investissements  
des entreprises pour la transition écologique

Flexibiliser du temps de travail en général  
et du télétravail en particulier pour les  
frontaliers, tout en envisageant une  
harmonisation au moins dans la Grande Région

Simplifier massivement les différentes  
démarches administratives des entreprises  
et limiter la complexité de la réglementation

Décongestionner le pays et notamment le  
trafic routier en améliorant et développant les  
infrastructures

Vendre le Luxembourg en tant que destination  
touristique







# ÉVOLUER VERS UN NOUVEAU MODÈLE ÉCONOMIQUE COMPÉTITIF



Le Luxembourg a su construire sa prospérité sur un **modèle économique unique dans l'Union européenne**, se positionnant au tournant de la crise pétrolière et sidérurgique des années 70 comme un **territoire particulièrement attractif pour les activités financières et d'assurance**. Il a su conforter cet avantage en se situant à la pointe de la réglementation financière et en amorçant des projets audacieux qui sont autant de niches de croissance. Parmi les plus récents, nous pouvons citer les **initiatives dans l'industrie spatiale**, sur **l'économie circulaire** ou encore en matière d'**utilisation des données**. La réussite économique luxembourgeoise repose, avant tout, sur le développement d'**atouts compétitifs fondamentaux** tels que la solidité des finances publiques, la stabilité et l'efficacité du cadre réglementaire, l'attractivité de la fiscalité et la présence d'une main-d'œuvre internationale et qualifiée, entre autres. L'économie luxembourgeoise a connu une croissance globale de 27,6% sur la dernière décennie contre 11,2% pour la Zone euro. Toutefois, ce **dynamisme** ne se retranscrit pas par une amélioration du niveau de vie de la population, le **PIB par habitant étant quasi-stable** au Luxembourg (+1,1%) sur les 10 dernières années, quand celui de la Zone euro a progressé de 8,4%.

La pression démographique et inflationniste sur le pays, ainsi que les difficultés à développer de nouvelles niches de croissance au sein d'une économie européenne et mondiale de plus en plus concurrentielle, poussent le Luxembourg à **s'améliorer sur de nombreux facteurs de compétitivité**. Ces facteurs sont à renforcer comme pour les compétences de la main-d'œuvre, à retrouver au niveau de la fiscalité ou à acquérir sur de nouveaux secteurs de haute-technologie. Ces derniers sont cruciaux pour retrouver les gains de productivité nécessaires à l'amélioration du niveau de vie de la population, à la capacité d'investissements des entreprises pour faire face à leurs concurrents européens et internationaux, et pour permettre à l'Etat de financer les infrastructures rendues indispensables par la croissance. En outre, le **vieillessement** de la population, la **détérioration de la situation géopolitique** et l'arrivée sur le marché du travail de la **génération Z** sont autant de tendances qui auront un impact majeur sur la prochaine mandature.

La Chambre de Commerce estime que **5 évolutions sont indispensables pour réussir la progression vers un nouveau modèle économique compétitif**:

- Bâtir un écosystème attractif pour les entreprises innovantes, startups ou plus anciennes.
- Gagner en compétitivité sur le plan de la guerre des talents, aux cœurs de la capacité à concurrencer les autres économies.
- Sécuriser et limiter le coût de l'accès à l'énergie et aux matières premières (chaînes de valeurs résilientes).
- Modérer les coûts pour les entreprises: travail, fiscalité...
- Réussir la digitalisation rapide des entreprises et la transition écologique d'une partie de l'activité économique, tout en ne se déconnectant pas des atouts concurrentiels requis par les marchés européens et mondiaux.



# LE LABORATOIRE DES GRANDES TRANSITIONS

Les deux transitions, environnementale et digitale, sont portées par différentes stratégies nationales élaborées ces dernières années. L'activité économique y est toutefois fréquemment sous-estimée tandis que l'ambition est souvent de **faire du Luxembourg un des pays européens les plus avancés, que ce soit sur la transition environnementale ou la transition digitale.**

Dans le **domaine écologique**, les objectifs nationaux ambitieux, à l'horizon 2030, consistent en une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 55% par rapport à 2005, l'atteinte d'une part d'énergies renouvelables à 25% de la consommation finale brute d'énergie produite à partir de sources renouvelables et un gain d'efficacité énergétique de 40 à 44%. Dans ce but, **de nombreuses mesures sont prévues ayant un effet incitatif et/ou contraignant majeur pour les acteurs économiques** et plus particulièrement l'industrie qui a rôle un primordial à jouer pour l'atteinte de ces objectifs. La Chambre de Commerce partage la conviction que le renforcement de l'efficacité environnementale de l'économie luxembourgeoise, en plus d'être nécessaire, aura à terme une plus-value compétitive pour le pays. Elle estime toutefois que la mise en place hâtive de certaines mesures peut avoir des effets négatifs sur le court terme qui affecteront la compétitivité du Luxembourg sur le long terme, via la perte de substance économique. Devenir pionnier en matière de transition environnementale passera, avant tout, par un **leadership en matière de recherche et d'innovations écologiques, et la réussite de projets économiques** dans les domaines de l'hydrogène, de la décarbonation, de l'économie circulaire ou encore de la valorisation des ressources.

**La digitalisation** est le domaine clé pour que le Luxembourg retrouve des **gains de productivité** après des années de stagnation, alors que les progrès en la matière ont un potentiel d'amélioration immense de l'efficacité de l'activité économique (selon l'étude «*Arbeiten 4.0 - Chancen und Herausforderungen für Luxemburg*», 55% des emplois luxembourgeois seraient concernés de manière élevée ou très élevée par la numérisation) et des services publics (11 milliards d'euros d'économie d'ici 2030 selon le groupe de travail «*Transition digitale*» de la Chambre de Commerce). Rattraper les pays les plus avancés en la matière est une priorité alors que Luxembourg se caractérise par des **infrastructures performantes**, mais des **pratiques digitales en retrait**, tant dans le secteur privé que public. La performance en matière de transition digitale repose en grande partie sur la capacité à former et attirer les talents et à soutenir les projets de digitalisation des acteurs économiques. En outre, un **plus grand accès au télétravail** tant pour les **travailleurs résidents** que **frontaliers**, lorsqu'il est bénéfique pour toutes les parties, est une demande forte des salariés et entreprises luxembourgeois née de la digitalisation du travail. Des avancées en la matière, en accord avec les pays voisins, sont attendues pour les 5 années à venir.





# SIX DÉFIS POUR LE GOUVERNEMENT 2023-2028



Dans ce contexte, le Luxembourg devra surmonter 6 grands défis au cours de la période 2023-2028. Ce seront eux qui décideront de la réussite ou non du prochain gouvernement et de l'amélioration de la prospérité du pays. Ils sont au fondement de la contribution de la Chambre de Commerce pour les élections législatives de 2023 et donnent chacun lieu à un cahier thématique dédié comprenant état des lieux, visions et propositions.

1

**Développer tous les talents au sein d'un marché du travail attractif, performant et ouvert** est une priorité absolue afin de répondre à la pénurie grandissante de main-d'œuvre. De nombreuses mesures seront à prendre dans ce domaine, de l'éducation fondamentale à la formation professionnelle en entreprise, en passant par une stratégie talent plus ambitieuse et un écosystème performant pour attirer les ressortissants des pays tiers.

2

**Accélérer les transitions écologique et énergétique avec un cadre propice aux entreprises** sera au cœur des politiques publiques à mener. Alors que les considérables progrès à accomplir doivent se répartir entre secteur public, citoyens et entreprises, la transition écologique du secteur privé demande des investissements d'une ampleur inédite et des avancées technologiques qui nécessitent un soutien important de l'Etat. Il faudra néanmoins éviter le piège de la surréglementation, trouver rapidement les solutions d'une transition énergétique efficiente et appliquer un *level playing field* entre acteurs européens et mondiaux.

3

**Poser les fondations d'une « data-driven economy » compétitive et innovante** s'inscrit tout autant dans la stratégie de diversification économique que comme un indispensable de la compétitivité future de l'ensemble du secteur productif au sein d'un mouvement de digitalisation global de la plupart des secteurs d'activité. La digitalisation, les technologies liées aux données, l'intelligence artificielle et la cybersécurité sont autant d'opportunités pour les entreprises que de sujets pour lesquels les acteurs nationaux doivent être accompagnés. Ce sont aussi les niches de croissance présentes et futures de l'économie luxembourgeoise. Renforcer l'attractivité du Luxembourg pour les startups, les chercheurs et les innovateurs au sens large, s'affirme ainsi comme un objectif prioritaire pour les 5 années à venir.

4

**Piloter le développement territorial pour répondre aux besoins de logements et de transports** est au centre des préoccupations des résidents luxembourgeois et des travailleurs frontaliers, et, par la même, des entreprises. Le fort dynamisme démographique n'est pas compensé par des politiques publiques à la hauteur en matière de logement et d'infrastructures de transports. Le logement est ainsi un frein important à l'attractivité du pays pour la main-d'œuvre, tandis que l'engorgement des transports freine population et économie. Le prochain gouvernement devra investir davantage pour que les infrastructures suivent le rythme de la croissance et mettre en œuvre un aménagement durable du territoire national au service de la population, de l'économie et des personnes qui travaillent au Luxembourg.



5

**Maintenir et accroître l'attractivité et la compétitivité du modèle économique** permettra de garantir la prospérité à long terme. Le dynamisme entrepreneurial, qui bénéficierait d'une revalorisation du statut d'indépendant et d'un écosystème plus efficient de transmission d'entreprises, est le socle du tissu productif de demain. Il nécessite un cadre pro business dont fait partie intégrante la simplification administrative, le coût du travail et la fiscalité. Or, la forte inflation actuelle met en exergue toutes les limites de l'indexation automatique et son impact sur la rentabilité des entreprises. La compétitivité de la place financière sera à renforcer dans les années futures, en ambitionnant de devenir leader européen sur la finance durable.



6

**Garantir des finances publiques, des pensions et une protection sociale soutenables pour toutes les générations** est la mission cruciale que devra embrasser le prochain gouvernement malgré les possibles réticences à revenir sur des mécanismes particulièrement généreux en comparaison internationale. Des avancées peuvent encore être accomplies pour rendre les dépenses publiques plus efficientes, en intégrant davantage la numérisation, et pour faire du budget un outil au service de politiques publiques performantes. Le système actuel de pension n'est pas viable sur le long terme et doit être réformé dès maintenant pour garantir le niveau de vie des différentes générations, notamment les actifs et les plus jeunes. L'introduction d'une dose de sélectivité au système de protection sociale le rendrait plus juste et plus robuste sur le long terme.





# ÊTRE ACTEUR ET LEADER GRAND-RÉGIONAL ET EUROPÉEN

La prospérité du Luxembourg s'inscrit dans la compétitivité globale de l'Union européenne, l'économie luxembourgeoise étant totalement dépendante du marché unique. Elle est aussi particulièrement imbriquée au sein de la Grande Région. Les pays voisins sont les premiers partenaires commerciaux et le lieu d'habitat de plus de 46% de la main-d'œuvre du Grand-Duché.

Aux yeux de la Chambre de Commerce, le Luxembourg doit être **moteur du développement Grand Régional au bénéfice de la population, notamment des travailleurs transfrontaliers, et d'une économie dynamique** sur l'ensemble du territoire. Des **progrès importants** devront être accomplis tant en matière **d'infrastructures de transports**, que dans les domaines des partenariats économiques, de l'accès aux soins de santé et à l'énergie verte, de l'enseignement, de la formation et de la recherche. De plus, la relation de coopération et de confiance avec les trois pays voisins sera à consolider.

Au **niveau européen**, le Luxembourg devra continuer à **défendre l'intérêt économique du pays** et des secteurs d'activité dont il est spécialisé, et aider au renforcement des facteurs de compétitivité communs, notamment sur **le coût du travail, les compétences, la disponibilité et le prix de l'énergie, les projets industriels et technologiques d'envergure et la mobilité**. Par ailleurs, son rôle sera de militer pour **le libre-échange** et un **level-playing field** à l'intérieur et à l'extérieur des frontières européennes, de pousser une plus forte **intégration des Etats membres**, de soutenir la mise en œuvre de politiques en faveur de **finances publiques saines** pour chaque pays et d'obtenir des avancées pour le territoire de **coopération transfrontalière** de la Grande Région.





[www.cc.lu/dossiers-thematiques/elections-2023](http://www.cc.lu/dossiers-thematiques/elections-2023)



Affaires économiques:  
(+352) 42 39 39 - 350

[eco@cc.lu](mailto:eco@cc.lu)



# ÉLECTIONS 2023 QUEL AVENIR POUR LES ENTREPRISES ?

ÉLECTIONS 2023 QUEL AVENIR POUR LES ENTREPRISES ?

00

TIRER LES **LEÇONS** DES **ÉPREUVES** SUCCESSIVES ET SE PROJETER VERS L'**AVENIR**

CHAMBER OF COMMERCE LUXEMBOURG POWERING BUSINESS

ÉLECTIONS 2023 QUEL AVENIR POUR LES ENTREPRISES ?

01

DÉVELOPPER TOUS LES **TALENTS** AU SEIN D'UN **MARCHÉ DU TRAVAIL** ATTRACTIF, PERFORMANT ET OUVERT

CHAMBER OF COMMERCE LUXEMBOURG POWERING BUSINESS

ÉLECTIONS 2023 QUEL AVENIR POUR LES ENTREPRISES ?

02

ACCÉLÉRER LES **TRANSITIONS ÉCOLOGIQUE** ET **ÉNERGÉTIQUE** AVEC UN CADRE PROPICE

CHAMBER OF COMMERCE LUXEMBOURG POWERING BUSINESS

ÉLECTIONS 2023 QUEL AVENIR POUR LES ENTREPRISES ?

03

POSER LES FONDATIONS D'UNE **"DATA-DRIVEN ECONOMY"** COMPÉTITIVE ET INNOVANTE

CHAMBER OF COMMERCE LUXEMBOURG POWERING BUSINESS

ÉLECTIONS 2023 QUEL AVENIR POUR LES ENTREPRISES ?

04

PILOTER LE **DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL** POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DE **LOGEMENTS** ET DE **TRANSPORTS**

CHAMBER OF COMMERCE LUXEMBOURG POWERING BUSINESS

ÉLECTIONS 2023 QUEL AVENIR POUR LES ENTREPRISES ?

05

MAINTENIR ET ACCROÎTRE L'**ATTRACTIVITÉ** ET LA **COMPÉTITIVITÉ** DU MODÈLE ÉCONOMIQUE

CHAMBER OF COMMERCE LUXEMBOURG POWERING BUSINESS

ÉLECTIONS 2023 QUEL AVENIR POUR LES ENTREPRISES ?

06

GARANTIR DES **FINANCES PUBLIQUES, PENSIONS** ET UNE **PROTECTION SOCIALE** SOUTENABLES POUR TOUTES LES GÉNÉRATIONS

CHAMBER OF COMMERCE LUXEMBOURG POWERING BUSINESS